



PARTI DES TRAVAILLEURS

Election cantonale du 21 mars 2004, 1^{er} tour.
Canton d'Epinal-Est



PIERRE ANDRE CORIZZI

cheminot marié
et père de 3 enfants,

Pourquoi je me présente sur le canton d'Epinal-Est ?

pour se regrouper

- Contre les élections régionales et le " Gouvernement de Lorraine ",
- Pour la république une et indivisible,
- Pour le maintien des 36000 communes et contre l'intercommunalité forcée, pour le droit au travail et l'interdiction des licenciements,
- Pour la défense des services publics et contre les privatisations

Il faut le dire : **les conquêtes sociales** arrachées par les luttes de nos anciens, les services publics, les usines sont menacés de disparition, parce que les gouvernements successifs ont tous appliqué le Traité de Maastricht pour faire baisser le coût du travail.

Ainsi, après les retraites, l'Union Européenne exige la privatisation de la Sécurité Sociale, ce qui signifie que si vous voulez être soignés, il faudra payer très cher, même des opérations simples comme celle de l'appendicite ne seraient plus remboursées !

Non aux régions, Non aux régionales !

Dans une communication du gouvernement du 28 janvier 2004 , il est écrit que :
"la région devient l'échelon majeur de l'organisation territoriale de l'Etat."

Le "projet d'action stratégique de l'Etat" fixe "les priorités de l'Etat dans chaque région"

Ce qui signifie : à régions différentes, priorités différentes.

Huit "pôles régionaux" remplacent tous les services de l'Etat.

Par conséquent, nous vous appelons à vous prononcer CONTRE la mise en place des "gouvernements des régions" aux ordres de Bruxelles, qu'ils soient dirigés par la gauche, la droite, l'extrême gauche ou l'extrême droite. En effet, accepter le cadre des Régions, c'est accepter le cadre de l'Union Européenne et de ses directives imposées, c'est accepter la disparition de la démocratie et des droits des citoyens !

La République, c'est :	L'Europe des régions, c'est :
<ul style="list-style-type: none">- Le peuple souverain et la nation.- L'Assemblée nationale- Les départements et leurs cantons- Les 36000 communes- Les services publics.	<ul style="list-style-type: none">- La commission de Bruxelles- Les régions- Les communautés de communes et d'agglomération.- Les " services d'intérêt général " (SIG) ouvrant la voie aux privatisations.
<ul style="list-style-type: none">- L'égalité de droit sur tout le territoire- Des lois nationales- Des statuts nationaux, un code du travail national, des conventions collectives nationales- Des services publics nationaux- La République une, indivisible et laïque	<ul style="list-style-type: none">- L'accélération de la désindustrialisation- La privatisation des services publics- L'éclatement de la nation- L'inégalité des droits

C'est dans le cadre national que tous les droits et garanties collectives des travailleurs ont été conquis !
La régionalisation, c'est la fin de la République une et indivisible et de l'égalité des droits.

C'est la mise en place de lois et règlements différents pour chaque région : sécurité sociale privatisée , "éducation nationale" régionalisée et privatisée, Code du travail, conventions collectives et statuts éclatés. Il en serait fini de tous nos droits . C'est la conception des Services d'Intérêt Général (SIG) de l'Europe des régions !

Les conséquences sur le CANTON :

- Suppressions de lits d'hôpitaux, de services de santé, des services d'urgences débordés .
- Suppressions de postes dans les établissements scolaires dans le cadre des 636 suppressions de postes d'enseignants sur la LORRAINE alors qu'il y aura 657 élèves de plus !

Et dans les Vosges ce sont 42 postes (9 en primaire et 33 en collèges) qui sautent et des classes qui ferment .

Ils n'ont plus besoin de travailleurs diplômés et qualifiés. C'est ainsi que 7 emplois sur 10 sont des CDD ; petits boulots, temps partiels, précarité. ..

Maintenant l'heure est à la fermeture d'entreprises : plus de 1100 licenciements recensés par le tribunal de commerce d'EPINAL en 2003.

- Privatisation et fermeture des services publics :

Dans le département des dizaines de bureaux de poste menacés, à EPINAL les jours du centre de tri seraient comptés! Le centre France télécom de construction des lignes démantelé !

A la SNCF après la liquidation du Sernam , de lignes, de gares, c'est le tour du transport de marchandises ! Si la SNCF retarde le départ d'un TER pour attendre la correspondance avec un train grande ligne, elle doit payer des pénalités à la Région.

NON A LA REGRESSION SOCIALE, ECONOMIQUE ET CULTURELLE .

Accepter les règles européennes, comme le font les partis qui ont participé au gouvernement successifs, de droite comme de gauche, c'est accompagner d'une part la mise en œuvre des licenciements et la destruction des conquêtes sociales et, d'autre part, la baisse du pouvoir d'achat des salaires et retraites aggravée depuis l'introduction de l' Euro.

C'est bafouer la démocratie au nom de l'application du Traité de Maastricht, cause de la désindustrialisation et de la déréglementation.

Rien n'est perdu, tout peut être reconquis !

Pour reconquérir ce qui a été perdu , la rupture avec l'Union européenne et le traité de Maastricht , le rejet de la régionalisation sont indispensables.

Votez aux cantonales pour Pierre-André CORIZZI :

- **POUR** la défense des 36000 communes ,de toutes les communes du canton issues de la Révolution française.
- **POUR** le maintien des services publics, de toutes les classes, de tous les bureaux de poste, du centre postal d'EPINAL et le maintien du Fret SNCF
- **POUR** l'égalité des droits de tous les citoyens et de la République une et indivisible,
- **POUR** dire **NON** à la précarité, **POUR** l'interdiction des licenciements,
- **POUR** dire **OUI** à un vrai travail, **OUI** à un vrai salaire,
- **POUR** dire **NON** à leur Europe, **OUI** à l'union libre des peuples libres d'Europe !
- **POUR EXIGER** l'abrogation du Traité de Maastricht et de toutes les directives européennes prises contre nos droits et acquis sociaux,
- **POUR** dire **NON** à la REGIONALISATION,
- **POUR** dire **OUI** à la reconquête de tous nos droits et acquis,
- **POUR** dire **NON** aux REGIONALES, **OUI** aux CANTONALES !

Parti des Travailleurs : 87 rue du Faubourg St-Denis 75010 Paris.
Téléphone : 01.48.01.88.29 - email : parti-des-travailleurs@wanadoo.fr

vu le candidat.